

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/W/17

12 décembre 1995

(95-4039)

---

## Comité du commerce et de l'environnement

### RESUME DES ACTIVITES DU COMITE DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT (1995) PRESENTE PAR LE PRESIDENT DU COMITE<sup>1</sup>

1. Conformément à la Décision ministérielle sur le commerce et l'environnement, le Comité du commerce et de l'environnement (ci-après dénommé le "Comité") a été établi par le Conseil général à sa première réunion, le 31 janvier 1995. A cette réunion, le Conseil général est aussi convenu de nommer M. l'Ambassadeur J. Sánchez Arnau (Argentine) Président du Comité.
2. Le Comité a tenu sa première réunion le 16 février 1995 (WT/CTE/M/1). Il a adopté un calendrier des réunions et un programme de travail pour 1995 (annexe 1). Il est convenu que les réunions seraient organisées de façon qu'une fois terminé l'examen du ou des points prévus pour chaque réunion, les délégations puissent revenir, si elles le souhaitent, sur les points débattus à la réunion précédente. Les délégations pourraient soumettre en tout temps, sur n'importe quel point, des documents qui seraient examinés au moment opportun selon le calendrier adopté.
3. Le Comité a tenu d'autres réunions formelles le 6 avril, le 21 juin, le 12 septembre et les 26 et 27 octobre 1995 (WT/CTE/M/2 à 5); les questions examinées à ces réunions ont été celles qui figuraient dans le programme de travail arrêté à la réunion du 16 février 1995. S'agissant du point 10 du programme de travail, intitulé "Arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations non gouvernementales ...", le Comité a décidé de remettre les débats à plus tard, dans l'attente des résultats des discussions en cours au Conseil général.
4. A la réunion d'octobre, le Comité a achevé le bilan de ses activités, après quoi il a décidé de son programme de travail jusqu'en mai 1996 (annexe 2).<sup>2</sup>
5. Le Comité était aidé dans ses travaux par des documents établis par le Secrétariat (WT/CTE/W/1, 3 à 10, 12) et des documents présentés par des délégations (WT/CTE/W/2 et 11); l'annexe 3 indique les thèmes de ces documents.<sup>3</sup>
6. Le Comité a eu des débats de large portée et le niveau de participation des Membres de l'OMC a été très élevé. Quarante gouvernements ont le statut d'observateur aux réunions du Comité. Le Comité a accordé le statut d'observateur aux organisations intergouvernementales qui avaient le statut

---

<sup>1</sup>Le résumé est présenté par le Président du Comité du commerce et de l'environnement sous sa propre responsabilité.

<sup>2</sup>Les dates des réunions en 1996 seront examinées à la réunion du Comité du commerce et de l'environnement prévue pour les 14 et 15 décembre 1995.

<sup>3</sup>Les travaux du Comité se sont également fondés sur plusieurs notes d'information établies par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international et le Sous-Comité du commerce et de l'environnement du Comité préparatoire de l'OMC.

d'observateur auprès du Sous-Comité du commerce et de l'environnement, en attendant que le Conseil général convienne des conditions et critères d'octroi du statut d'observateur à ces organisations. Il s'agit des organisations suivantes: Organisation des Nations Unies (ONU), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Commission du développement durable, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Centre du commerce international (CCI), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Association européenne de libre-échange (AELE).

7. Le Comité a noté que le Secrétariat avait reçu plusieurs demandes de renseignements et d'avis d'organes administrant des AEM. Il n'y avait pas, à l'OMC, de procédure qui permettait de répondre de manière adéquate à ces demandes et l'établissement de nouvelles procédures dépassait le cadre du mandat du Comité et intéressait l'OMC en général. C'est pourquoi le Président avait porté la question devant le Président du Conseil général, qui engagerait des consultations à ce sujet.

8. A la suite d'une décision prise à la réunion du Comité des obstacles techniques au commerce (le "Comité OTC") du 20 octobre 1995, le Comité était convenu de tenir avec ce Comité des réunions informelles conjointes sur l'éco-étiquetage. Il a été décidé que le Président mènerait des consultations informelles au sujet de la possibilité de tenir une réunion conjointe avec le Comité OTC, au moment de la réunion de décembre ou de février du Comité.

ANNEXE 1

A sa réunion du 16 février 1995, le Comité du commerce et de l'environnement a adopté le calendrier des réunions et le programme de travail ci-après:

- |                     |  |
|---------------------|--|
| 6-7 avril:          | <ul style="list-style-type: none"><li>- Point 4: "Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce";</li><li>- Point 5: "Rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les accords environnementaux multilatéraux";</li><li>- Point 10: "Arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations non gouvernementales visées à l'article V de l' Accord sur l' OMC et transparence en matière de documentation";</li></ul>   |
| 21-22 juin:         | <ul style="list-style-type: none"><li>- Point 8: "Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)";</li><li>- Point 9: "Services";</li><li>- Point 2: "Rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral";</li></ul>   |
| Début<br>septembre: | <ul style="list-style-type: none"><li>- Point 6: "Effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges";</li></ul>   |
| Fin octobre:        | <ul style="list-style-type: none"><li>- Point 1: "Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux";</li><li>- Point 3: "Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et:<ul style="list-style-type: none"><li>a) les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement;</li><li>b) les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage;</li></ul></li><li>- Bilan des activités et planification du programme de travail pour 1995/96."</li></ul> |

## ANNEXE 2

### Comité du commerce et de l'environnement

Les consultations informelles ont fait ressortir ce qui suit:

Le bilan des activités est davantage un exercice pragmatique qu'une analyse de fond et, par conséquent, il doit aboutir à un programme de travail détaillé visant à mettre en oeuvre le mandat du Comité, c'est-à-dire à établir un rapport:

- a) qui identifie les relations entre les mesures commerciales et les mesures environnementales de manière à promouvoir le développement durable;
- b) qui contienne des recommandations sur le point de savoir s'il y a lieu de modifier les dispositions du système commercial multilatéral, en respectant le caractère ouvert, équitable et non discriminatoire; et
- c) qui respecte le mandat prévu dans la Décision ministérielle sur le commerce des services et l'environnement.

Pour établir un programme de travail plus ciblé et bien équilibré, le Président présente les propositions ci-après:

- a) maintenir tous les points inscrits à l'ordre du jour mais passer, chaque fois que possible, de l'examen de ces points à l'analyse des questions identifiées au cours des débats comme étant essentielle et, à cette fin, organiser le programme de travail futur sur la base de la proposition présentée ci-après;
- b) poursuivre l'analyse de ces questions jusqu'en mai 1996, époque où un nouvel examen du programme de travail aura lieu;
- c) la liste des questions identifiées en face de chaque point n'est pas nécessairement exhaustive. Une fois que le Comité aura débattu des questions identifiées, les Membres seront libres de soulever des questions connexes au titre de chaque point de l'ordre du jour à la même réunion;
- d) dans le cadre du programme de travail:
  - i) des réunions informelles conjointes du Comité du commerce et de l'environnement et du Comité OTC sont envisagées, pour lesquelles ce Comité doit donner son accord, en vue d'analyser l'applicabilité de l'Accord OTC à l'éco-étiquetage et la nécessité de prévoir d'autres disciplines pour l'éco-étiquetage;
  - ii) toutes les autres questions identifiées dans le tableau ci-dessous et les points de l'ordre du jour seraient examinés au cours de la réunion plénière mais des réunions informelles à participation non restreinte seraient convoquées parallèlement à celle-ci lorsqu'il serait nécessaire d'analyser une question en détail ou qu'un document sur une question spécifique serait présenté pour examen;

- iii) un certain nombre d'études/de rapports qui devraient être établis par le Secrétariat ont été suggérés en plus de ceux qui sont déjà en cours. Le Secrétariat est encouragé à continuer de coopérer étroitement avec la CNUCED, le PNUE et d'autres organisations intergouvernementales et à tirer pleinement parti des études qu'ils ont effectuées et effectueront.

Comité du commerce et de l'environnement

| Point du programme de travail   | Questions  | Etudes  | Date de l'examen   |
|---|--|---|--|
| Point 1: "Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux"  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la compatibilité des mesures commerciales prises conformément aux AEM et dans le cadre de l'OMC</li> <li>- Adéquation des mécanismes de l'OMC destinés à assurer la transparence pour les mesures commerciales prévues dans les AEM pertinents</li> <li>- Voir point 5</li> </ul>   |   | <p>26/27 octobre 1995<br/>Début février 1996<br/>(7/8 février 1996)</p> <p>26/27 octobre 1995<br/>Début février 1996<br/>(7/8 février 1996)</p>                              |
| <p>Point 3: "Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et:</p> <p>a) les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement</p> <p>b) les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage"</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes environnementales qui pourraient être ajustées à la frontière et leur compatibilité avec les règles de l'OMC</li> <li>- Applicabilité de l'Accord OTC à l'éco-étiquetage</li> <li>- Adéquation, du point de vue du commerce et de l'environnement, des règles de l'OMC concernant l'éco-étiquetage et évaluation de la nécessité d'établir d'autres disciplines et d'accroître la transparence</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rassembler des renseignements sur les taxes environnementales nationales pour l'étude</li> </ul> | <p>26/27 octobre 1995<br/>Début février 1996<br/>(7/8 février 1996)</p> <p>Réunions informelles conjointes du Comité du commerce et de l'environnement et du Comité OTC*</p> |

---

\*Rapport au Comité du commerce et de l'environnement lorsque les travaux seront achevés.

| Point du programme de travail   | Questions  | Etudes   | Date de l'examen   |
|---|--|--|--|
| Point 3 b) (suite)  | - Adéquation, du point de vue du commerce et de l'environnement, des règles de l'OMC concernant l'emballage, la manutention et d'autres réglementations, prescriptions et normes environnementales, y compris évaluation de la nécessité d'établir d'autres disciplines et d'accroître la transparence |  | 26/27 octobre 1995<br>Début février 1996<br>(7/8 février 1996)   |
| Point 4: "Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce" | - Examen de la proposition selon laquelle les Membres devraient établir des points d'information sur les questions d'environnement<br><br>- Voir points 1 et 3   |  | 14/15 décembre 1995<br><br>- Point à revoir en mai 1996 pour déterminer s'il y a d'autres problèmes en ce qui concerne la transparence |
| Point 5: "Rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les accords environnementaux multilatéraux"   | - Voir point 1<br><br>- Connaissances spécialisées en matière d'environnement pour le règlement des différends commerciaux<br><br>- Connaissances spécialisées en matière de commerce pour le règlement des différends environnementaux  |  | Début février 1996<br>(7/8 février 1996)   |
| Point 6: "Effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges"               | - Effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés  | - Effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés et mise en place d'un mécanisme pour les mesures environnementales | Mi-mars 1996<br>(13/14 mars 1996)  |

| Point du programme de travail  | Questions   | Etudes  | Date de l'examen   |
|--|---|---|--|
| Point 6 (suite)  | - Avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges, y compris la progressivité des droits, les subventions, le commerce d'Etat, les tarifs excessivement élevés   |   | Mi-mars 1996<br>(13/14 mars 1996)  |
| Point 7: "Question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur"   | - Produits interdits sur le marché intérieur et évaluation de la nécessité d'avoir un accord sur ces produits   |   | 14/15 décembre 1995  |
| Point 8: "Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et environnement"  | - Rapport entre l'Accord sur les ADPIC et l'accès à la technologie et le transfert de celle-ci ainsi que la mise au point de techniques écologiquement rationnelles<br><br>- Rapport entre l'Accord sur les ADPIC et les AEM qui contiennent des obligations en relation avec les DPI | - Document analytique sur les facteurs affectant le transfert de technologie écologiquement rationnelle | Fin avril 1996<br>(17/18 avril 1996)<br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>Fin avril 1996<br>(17/18 avril 1996) |
| Point 9: "Services et environnement"   | - Adéquation de l'article XIV de l'AGCS<br><br>- Points de contact possibles entre les AEM pertinents et l'AGCS   |   | Début février 1996<br>(7/8 février 1996)<br><br><br><br><br><br>Début février 1996<br>(7/8 février 1996)         |
| Point 2: "Rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral" |   |   | Mai 1996<br>(21/22 mai 1996)   |



| Point du programme de travail   | Questions | Etudes | Date de l'examen                              |
|---|-----------|--------|---|
| Point 10: "Arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations non gouvernementales visées à l'article V de l'Accord sur l'OMC et transparence en matière de documentation" |           |        | Au Comité du commerce et de l'environnement** |

---

\*\*Lorsqu'une décision sera adoptée par le Conseil général.

ANNEXE 3

|             |   |
|-------------|---|
| WT/CTE/W/1  | Avantages environnementaux découlant de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges (note d'information établie par le Secrétariat pour le point 6)  |
| WT/CTE/W/2  | Communication du Chili sur les rapports entre le règlement des différends à l'OMC et les accords environnementaux multilatéraux, en particulier pour ce qui est de la Convention sur le droit de la mer qui, dans plusieurs parties, se réfère aux dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (y compris sur le règlement des différends)           |
| WT/CTE/W/3  | Rapport présenté par le Secrétariat sous sa propre responsabilité au secrétariat de la Commission du développement durable, en prévision de la réunion de la troisième session que celle-ci devait tenir du 11 au 28 avril 1995   |
| WT/CTE/W/4  | Approches de la question des rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales relevant d'accords environnementaux multilatéraux (note d'information établie par le Secrétariat pour le point 1)   |
| WT/CTE/W/5  | Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce (note d'information établie par le Secrétariat pour le point 4)  |
| WT/CTE/W/6  | Description des accords et instruments internationaux relatifs au commerce de produits interdits sur le marché intérieur et autres substances dangereuses (note d'information établie par le Secrétariat pour le point 7)   |
| WT/CTE/W/7  | Note du Secrétariat sur les résultats de la troisième session de la Commission du développement durable   |
| WT/CTE/W/8  | Environnement et ADPIC (note d'information établie par le Secrétariat pour le point 8)  |
| WT/CTE/W/9  | Environnement et services (note d'information établie par le Secrétariat pour le point 9)   |
| WT/CTE/W/10 | Historique des négociations sur le champ d'application de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce du point de vue des prescriptions en matière d'étiquetage, des normes dont le respect est volontaire et des procédés et méthodes de production ne se rapportant pas aux caractéristiques des produits (note d'information établie par le Secrétariat pour le point 3) |
| WT/CTE/W/11 | Communication des délégations nigériane et sénégalaise au sujet de la question des produits interdits sur le marché intérieur   |

WT/CTE/W/12      Mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement  
conformément à des accords environnementaux multilatéraux: faits nouveaux  
(note établie par le Secrétariat)